

## Burundi : La lutte contre le Sida minée par des soupçons de corruption

Youphil, 24/08/2010Chemk'Africa| Edgar C. MbanzaAlors que les s'ropositifs s'inqui'ent de la mauvaise gestion des m'dicaments, une ministre des droits de l'Homme est accus'ee de vol. Les associations se mobilisent.L'association burundaise de lutte contre la corruption (Olucome) est cat'gorique : apr's enqu'ate, elle affirme que l'ancienne ministre Rose Nduwayo, charg'ee des droits de l'Homme jusqu'en fvrier dernier, a d'tourn' plus de 60 millions de francs locaux (environ 40.000 euros).Elle aurait retir' cet argent du tr'sor public en pr'textant un projet d'assistance aux femmes victimes des violences "sauf que ce programme n'a jamais eu lieu", affirme un cadre actuel du minist're. L'ancienne ministre vit actuellement l'otranger.

Burundi : La lutte contre le Sida min'ee par des soup'çons de corruption Youphil, 24/08/2010Chemk'Africa| Edgar C. MbanzaAlors que les s'ropositifs s'inqui'ent de la mauvaise gestion des m'dicaments, une ministre des droits de l'Homme est accus'ee de vol. Les associations se mobilisent.L'association burundaise de lutte contre la corruption (Olucome) est cat'gorique : apr's enqu'ate, elle affirme que l'ancienne ministre Rose Nduwayo, charg'ee des droits de l'Homme jusqu'en fvrier dernier, a d'tourn' plus de 60 millions de francs locaux (environ 40.000 euros).Elle aurait retir' cet argent du tr'sor public en pr'textant un projet d'assistance aux femmes victimes des violences "sauf que ce programme n'a jamais eu lieu", affirme un cadre actuel du minist're. L'ancienne ministre vit actuellement l'otranger.Au d'but de cette ann'ee, elle avait d'j' d'fray' la chronique lorsque la presse avait r'v'l' qu'elle percevait un doux salaire, celui de ministre et celui d'enseignant qu'elle aurait continu' l' percevoir apr's sa nomination au gouvernement.Elle avait t'imm'diatement limog'ee.Malversations financi'eres."Ce cas de d'tournement nous invite l' la vigilance quant l' la recrudescence de nouvelles formes de malversations financi'eres et de corruption des fonds destin's au d'veloppement et aux programmes d'assistance humanitaire", rappelle un responsable d'une association d'aide aux sinistr's de la guerre. D'apr's un autre responsable burundais de la soci't' civile, "l'argent de la reconstruction est de plus en plus d'tourn' parce que les dispositifs de financements ainsi que l'valuation des projets sont souvent tr's lourds, ce qui ne facilite pas la transparence et le contr'le citoyen".C'est un autre cas, cette fois de "mauvaise gestion" qui agite le monde associatif burundais, plus pr'cis'ment les organisations des communaut's vivant avec le sida. Le Collectif des associations des personnes vivant avec le sida (Capes) s'inq'ite de la non-disponibilit' des m'dicaments contre les infections opportunistes et des antir'troviraux, demandant m'ame une commission d'enqu'ate. "C'est l' partir des investigations men'ees par cette commission qu'on saura qui est responsable de la mauvaise gestion des m'dicaments", d'clare Hamza Venant, pr'sident et repr'sentant l'gal du collectif.l' Non-transparence. La situation inqui'ite s'rieusement les associations. En plus des cas de mauvaise gestion et de manque de coordination signal's au niveau des diverses structures partenaires du dispositif de soins (communaut's, centrale d'achat, minist're de la sant', minist're de lutte contre le sida, le CNLS, les structures hospitali'eres...), le Burundi a vu sa demande de financement rejet' par le Fonds mondial de lutte contre le sida l' en 2008.Le pays doit donc trouver des alternatives afin de payer les factures. D'apr's les chiffres officiels, sur 59.000 Burundais ayant besoin d'antiretroviraux, seulement 20.000 en re'soivent. "Ce n'est pas avec une gestion lourde, inefficace et non-transparente que nous allons convaincre les bienfaiteurs", regrette un responsable associatif.Des membres du r'seau burundais des personnes vivant avec le VIH (Rbp+) affirment ne plus b'n'ficier d'un syst'me qui leur permettait jusqu'aujourd'hui de recevoir gratuitement des traitements. Par ailleurs, les m'dicaments, comme le Bactrim, manquent dans les stocks comme au Prince R'gent Charles de Bujumbura, le principal h'pital public du pays. "S'il n'y a pas de nouvel approvisionnement, nous ne couvrirons pas ce mois (ao't)", d'clare l' responsable de l'unit' sida de l'h'pital, qui pr'cise que le gouvernement n'assure plus les livraisons habituelles depuis juillet dernier.Incompr'hensions. Dans les communaut's vivant avec le VIH, la col're est grande d'autant plus qu'il y aurait en r'alit' des m'dicaments dans les principaux stocks, mais qu'ils seraient tr's mal distribu's. De leur c't'at, les autorit's multiplient les messages pour tranquiliser les patients et leurs familles. Elles affirment avoir demand' aux structures sanitaires de continuer l' offrir un soutien m'dical gratuit aux patients, exigeant en revanche la transmission des factures accompagn'ees par "des preuves que les r'serves avaient t' faites pour soigner les n'cessiteux", pr'cise-t-on.Victimes de la corruption. Des sources m'dicales confirment en effet que l'une des causes de cette d'sorganisation serait le fait que les m'dicaments "ne vont pas toujours l' ceux qui devraient en recevoir. (...) Nous soup'onnons un certain manque de rigueur dans la d'termination qui a droit ou non aux m'dicaments", confie un m'decin du nord du pays. Le Burundi, qui sort de plusieurs ann'ees de guerre civile, fait partie des pays les plus touch's par le sida. En attendant l'assainissement du dispositif de prise en charges des sid'ens, les associations s'impatientent: d'apr's elles, 17 personnes seraient d'j' mortes par manque de ces m'dicaments, ces dern'eres semaines... A bient't.